

Autogestion et capitalisme. Réponses à l'anti-économique, par
HENRI LEPAGE. — MASSON, Paris, 1978, 358 p.

Roland Jouandet-Bernadat

Volume 55, numéro 1, janvier–mars 1979

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/800819ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/800819ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Jouandet-Bernadat, R. (1979). Compte rendu de [*Autogestion et capitalisme. Réponses à l'anti-économique*, par HENRI LEPAGE. — MASSON, Paris, 1978, 358 p.] *L'Actualité économique*, 55(1), 111–112. <https://doi.org/10.7202/800819ar>

Autogestion et capitalisme. Réponses à l'anti-économique, par HENRI LEPAGE. — MASSON, Paris, 1978, 358 pages.

Contribution qui s'inscrit dans le cadre de la nouvelle école d'économistes qui cherchent dans le retour aux sources, c'est-à-dire dans les principes de l'économie de marché, la solution aux problèmes des sociétés modernes.

Au point de départ, M. Lepage se réfère à Von Mises qui dans *Human Action* (1949) affirme que la théorie néo-classique va bien au-delà des formulations traditionnelles de l'analyse économique. Elle est, en fait, la *science de tous les comportements humains*. Lorsqu'il prend une décision, l'individu ne fait, en effet, pas seulement un choix entre plusieurs possibilités de consommation matérielle. Son choix embrasse l'ensemble des valeurs humaines. L'analyse économique s'est donc étendue à l'étude des problèmes de nature non économique à priori : le crime, le droit, la famille, le mariage, la charité et l'altruisme, la discrimination raciale, le sexe, etc. Pour étudier ces problèmes, il est possible d'utiliser le calcul économique des coûts et avantages monétaires et non monétaires.

On comprend mieux dans cette perspective que le livre de M. Lepage ne soit pas un livre sur l'autogestion mais un ouvrage à *propos* de l'autogestion. Dans la première étape de sa démarche, M. Lepage applique les outils de l'analyse microéconomique classique à la firme autogérée. La conclusion est que « toute chose égale d'ailleurs, l'entreprise autogérée est une forme d'organisation économique à caractère malthusien ». Elle se fixe des objectifs de production, d'emploi, d'investissements, inférieurs à ceux de la firme capitaliste. Elle aboutit à l'aggravation de l'exploitation des consommateurs par une nouvelle classe de privilégiés bénéficiaires d'une rente sociale. Dans la deuxième partie de l'ouvrage est tentée la démonstration suivante : l'auto-

gestion ne constitue pas le meilleur moyen pour aboutir aux objectifs de société véhiculés par l'idéologie autogestionnaire. Si le capitalisme s'est en effet accompagné d'un développement de l'hétéronomie (concept de I. Illich qui se réfère à l'écrasement progressif de l'individu par les méga systèmes industriels). Cette situation n'est pas la conséquence du fonctionnement de l'économie de marché mais de l'extension du rôle de l'Etat. Le passage à des structures plus satisfaisantes ne passe pas par la négation du rôle social du profit mais par sa réhabilitation. Il faut en effet être optimiste quant à l'évolution de nos sociétés. Cet optimisme, M. Lepage le puise dans l'évolution de la technologie. La révolution télématique en cours bouleverse la structure des coûts d'information et cette baisse des coûts entraîne un glissement en faveur d'un mode d'action « autonome et convivial ». C'est une nouvelle que nous accueillerons avec satisfaction mais Jacques Attali dans *La nouvelle économie française* est arrivé à une conclusion diamétralement opposée, d'une façon tout aussi convaincante. Il est aventureux d'explorer le long terme avec une boule de cristal...

En définitive, nous partageons assez bien l'opinion de l'auteur au sujet de son livre, « il ne s'agit pas d'une œuvre scientifique mais seulement d'un essai dont l'objet est de lancer un certain nombre d'idées ».

Roland Jouandet-Bernadat,
*Ecole des Hautes Etudes
Commerciales (Montréal).*